

# **CONTRE LA REDUCTION DES DOTATIONS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES**

(19.09.2015)

\* \* \* \*

Allocution de Jean PICART, Maire, Conseiller Départemental

Je vous souhaite la bienvenue à ce rassemblement contre la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités à l'appel de l'association des Maires de France et des CODECOMS d'Etain et de Spincourt.

Merci à toutes et à tous d'être présents, les Elus, mais aussi les citoyens qui se joignent à nous pour essayer d'enrayer cette mauvaise politique.

L'Etat a décidé de réduire de 30% les dotations, jusqu'à maintenant accordées aux communes et intercommunalités pour assurer leurs missions auprès des citoyens, y compris les plus vitales. Quelle institution, même très bien gérée, pourrait survivre à une telle amputation ? La vie quotidienne de 66 millions de Français, largement liée aux actions de la commune et des intercommunalités peut-elle être considérée comme une variable d'ajustement ? Si l'on en reste là, la décision de l'Etat entraînera de graves conséquences sur les investissements et les services publics locaux ...

Crèches, écoles, cantines, centres d'action sociale, transports, équipements sportifs et culturels, environnement, tri et collecte des déchets... Vous ne pouvez être privés des services essentiels qui assurent votre cadre de vie et fondent le lien social, le vivre ensemble, si précieux et si fragile dans notre société.

Pour tenter de justifier cette baisse des dotations, l'Etat affirme que les Elus sont dépensiers, que la dette des collectivités est excessive, que nous aurions trop de personnels, qu'il faut faire des économies de fonctionnement. Il nous faut contrecarrer ces arguments injustes.

Contrairement à l'Etat, les collectivités ne présentent aucun déficit de fonctionnement puisqu'elles autofinancent une majeure partie de leurs investissements. La dette des collectivités représente moins de 7% de la dette de l'Etat. C'est l'Etat qui a ces dernières années emprunté 600 milliards pour équilibrer son budget de fonctionnement !

Nous aurions trop de personnels. Nos personnels sont utiles aux habitants. Et c'est encore l'Etat qui nous a imposé des recrutements supplémentaires pour assurer les NAP.

On nous dit qu'il faut mutualiser les dépenses. Nous y sommes favorables puisque nous mutualisons déjà certains achats et services.

A l'instar de milliers de communes de France et d'élus issus de toutes les sensibilités politiques, regroupés au sein de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), nous refusons que vous soyez privés des services essentiels qui font votre quotidien et fondent notre « vivre ensemble ».

Il s'agit en réalité d'une baisse cumulée de 28 milliards d'euros jusqu'en 2017 ! Soit une catastrophe qui se dessine. Selon une étude de la Banque Postale et de l'AMF, cela se traduira par un recul de l'investissement local de 20 à 30% dans les trois ans. Or, 10% d'investissement en moins, c'est une baisse de 0,2 point de croissance. Faites le calcul : 30% en moins, c'est une chute de 0,6 point. En termes d'investissement publics, 70% d'entre eux sont

portés par les collectivités locales, dont 64% par les communes et leurs intercommunalités. Cela signifie que, dans le bâtiment et les travaux publics, 60 000 postes sur 280 000 sont menacés. Petite parenthèse, cette baisse drastique des dotations n'est pas conforme à la proposition 54 du candidat François Hollande en 2012.

Je suis pour le débat franc et loyal dans la diversité des sensibilités. Je vous donne donc un avis personnel qui est sûrement partagé par d'autres.

Je refuse de supporter les conséquences de la politique d'austérité imposée par l'Etat sur injection de Bruxelles.

Nous souhaitons préserver les capacités de nos collectivités territoriales si utiles aux habitants.

Je tiens à vous rappeler que ce mouvement a commencé en 2010 avec la suppression de la taxe professionnelle.

A Etain, nous avons déjà alerté la population au début de cette année avec un rassemblement le 24 janvier dernier.

La baisse de la dotation globale de fonctionnement de l'Etat en 2015 est de 58 000 euros pour la Ville d'Etain et de 100 000 euros pour la CODECOM du Pays d'Etain.

J'illustre cette baisse par comparaison à des réalisations locales : moins 58 000 euros équivaut au coût de réfection de deux trottoirs cette année, l'un rue de Brouvant, l'autre avenue des Clairs Chênes. Cela correspond également, toujours pour comparer, à la part communale d'autofinancement de l'extension du local de musculation d'handisport.

Cette diminution pour la Ville correspond aux salaires et charges de trois employés du service technique en début de carrière en charge de la propreté et de l'embellissement de la Ville.

Cela correspond encore au coût de réfection de toiture et de fenêtres d'Etain d'Hier à Aujourd'hui et des permanences médicales.

Et enfin, je n'ai pas abordé le coût de l'appui aux personnes âgées du CCAS et du soutien associatif exemplaire pour maintenir le vivre ensemble à Etain qui sont pour nous une priorité pour la population.

En réalité, ces décisions sont guidées par le diktat des politiques européennes. C'est le service public et non les marchés financiers qui doit guider l'action des Elus.

Ce sont toujours les mêmes qui souffrent, les collectivités, les PME et les familles !

Est-ce que la politique de notre pays et de l'union européenne peut être différente ? Je le pense.

D'autres solutions sont possibles quand des milliards d'euros, des dizaines de milliards d'euros, sont engloutis au bénéfice de quelques uns dans les paradis fiscaux ou des opérations spéculatives qui ne font que renforcer les inégalités.

La dépense publique ne doit pas servir à financer les cadeaux de l'Etat aux entreprises : 41 milliards d'euros en trois ans au titre du Crédit Impôt Compétitivité, le fameux CICE, sans aucune contrepartie.

Je ne conteste pas les aides aux PME pour créer des emplois. Ce que je conteste, c'est de verser du CICE à de très grosses entreprises qui ont augmenté leurs dividendes de près de 40 % au premier semestre.

Dernier mot, pour terminer, ce que je souhaite, ce n'est pas ralentir le rythme de la baisse des dotations mais bien la stopper. Ce qu'il faut, c'est mettre la question des finances publiques au cœur du débat politique ainsi que la réforme de la fiscalité.

C'est de volonté de rassemblement et de courage dont nous avons besoin. C'est le chemin que nous devons prendre ensemble, pour Etain, pour nos Codecoms, et pour tous les territoires.

Jean PICART